

Retraites : une trêve de Noël avant la reprise des débats

« L'opinion n'opine pas », titre Libération qui détaille, en Une, une enquête Viavoice montrant que le projet du gouvernement peine à convaincre. Plus de la moitié des Français se disent défavorables au report de l'âge de départ et craignent une aggravation des difficultés pour les plus de 55 ans. La même proportion n'est « pas d'accord » avec le mantra de l'exécutif selon lequel « il est nécessaire de travailler plus longtemps pour sauver le système » et se montre « défavorable » au report progressif de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans. Très peu de personnes interrogées souhaitent arrêter de travailler à 65 ans. A peine plus estiment que c'est à cet âge-là que les Français devraient « être autorisés à partir à la retraite ». Au contraire, elles sont nombreuses à préférer un retour aux 60 ans : plus d'un tiers de notre panel « souhaite » pouvoir « personnellement » s'arrêter à cette borne. Le gouvernement est aussi attendu sur les mesures à prendre pour maintenir dans l'emploi les plus de 65 ans. Une écrasante majorité des personnes interrogées dans ce sondage réclament une indexation des pensions de retraite sur l'inflation (67 %), veulent voir se développer davantage les dispositifs pour cumuler emploi et retraite (57 %) et se prononcent contre toute tentative du gouvernement de « réduire la durée d'indemnisation chômage des seniors pour inciter leur maintien dans l'emploi » (52 %). Sur la prétendue « nécessité » de « travailler plus longtemps pour sauver le système de retraite par répartition », les sympathisants de la majorité sont « d'accord » à 70 % et ceux de droite le sont à 77 %. Enfin, quant à savoir qui pourrait aller dans la rue en janvier pour s'opposer à un recul de l'âge légal à 65 ans, les sympathisants de gauche (60 %) et ceux d'extrême droite (53 %) répondent par l'affirmative. (Libération, p.2)

« Macron et Berger à couteaux tirés sur les retraites », titre Challenges alors qu'après trois mois de concertation, le chef de l'Etat n'a pas réussi à rallier le leader de la CFDT à sa réforme des retraites. Le résultat de divergences profondes entre les deux hommes. Sur le fond, « le report de l'âge légal de la retraite a toujours été une ligne rouge pour nous », souligne Yvan Ricordeau, secrétaire national chargé du sujet à la confédération. Sur le plan budgétaire, le dirigeant de la CFDT considère en outre que le déficit des retraites n'exige pas un tel remède choc et que le véritable objectif du gouvernement est de rééquilibrer l'ensemble des comptes publics, voire de financer d'autres politiques. Autre facteur expliquant le raidissement de Laurent Berger : la méthode du chef de l'Etat. Le syndicaliste est excédé par sa façon de souffler le chaud et le froid sur ce dossier explosif. « On a de plus en plus le sentiment que le gouvernement cherche plutôt un accord avec les députés Les Républicains qu'avec nous », explique Yvan Ricordeau. (Challenges, p.18)

« Les syndicats restent déterminés à en découdre », titre Les Echos alors que le ministre du Travail tient aujourd'hui un point d'étape sur la réforme, dans un climat que le report annoncé par Emmanuel Macron n'a pas détendu, au contraire même. Du côté des syndicats, plus le temps passe, plus la pression monte. Mardi, les numéros un des cinq principales confédérations se sont mis d'accord sur une nouvelle prise de position commune. Aussi brève que cinglante. Du côté de l'exécutif, on s'affirme toujours en recherche d'un compromis. Mais le résultat de cette petite musique est de tendre un peu plus les relations avec Laurent Berger, alors que la confédération a verrouillé sa position. (Les Echos, p.2)

« Le seul responsable du conflit, ce sera Emmanuel Macron », titre L'Obs qui ouvre

ses colonnes à François Hommeril. La réforme des retraites voulue par l'Elysée a déjà réussi un petit exploit : faire glisser la CFE-CGC, le syndicat des cadres, dans le camp des opposants résolus, note l'hebdomadaire. « Le problème de cette réforme, c'est qu'elle n'a aucune justification, ni technique ni politique », assure-t-il, témoignant « de l'exaspération des Français » qui « est à son maximum ». « Partout, dans les entreprises, j'entends des gens me dire qu'ils n'ont pas l'habitude de faire grève et de manifester mais que, cette fois, ils se mobiliseront. » « Le fait que le gouvernement ait décidé d'attendre janvier pour présenter son projet ne trompe personne, c'est même un signe supplémentaire qu'il craint notre front syndical uni », conclut François Hommeril. (L'Obs, p.30)